

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Le sommet de Moscou

■ MM. Reagan et Gorbatchev n'ont pas pu conclure un accord sur la réduction des armements stratégiques (START) au sommet qu'ils ont tenu à Moscou du 29 mai au 2 juin, mais la cause de la limitation des armements a tout de même progressé à bien des égards. Les deux chefs ont ouvert le sommet en échangeant les instruments de ratification du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) qu'ils avaient signé en décembre 1987, de sorte que le Traité est officiellement entré en vigueur à ce moment-là.

Toujours au sommet de Moscou, le secrétaire d'État Shultz et le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, ont signé une entente sur la notification au moins vingt-quatre heures à l'avance de tout lancement de missile balistique; l'avis donné alors précisera aussi le lieu de lancement et la zone d'impact visée.

En ce qui concerne l'entente START, les deux camps ont progressé sur la question des ICBM mobiles et sur celle des missiles de croisière air-sol (ALCM). Cependant, rien n'a changé, ou presque, relativement aux aspects fondamentaux que représentent les missiles de croisière mer-sol (SLCM) et l'avenir du Traité ABM, ce qui a conduit de nombreux observateurs à croire qu'il faudra attendre l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Washington pour qu'un traité START puisse être conclu.

Les pourparlers sur les essais nucléaires

■ Le 31 mai, à Moscou, le secrétaire d'État Shultz et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze ont signé un accord de 160 pages sur une expérience mixte de vérification (JVE). En vertu de l'accord,

des spécialistes soviétiques assisteront à un essai nucléaire américain dans le Nevada le 17 août, et des experts américains iront observer un tel essai à Semipalatinsk le 14 septembre, pour aider ainsi à préparer la ratification du Traité américano-soviétique de 1974 sur la limitation des essais nucléaires (TTBT), lequel limitait à 150 kilotonnes la puissance des explosions nucléaires souterraines expérimentales.

Plus tard, soit le 28 juin, les deux gouvernements ont échangé des données sismologiques sur des essais antérieurs effectués avec des engins de 100 à 150 kilotonnes; c'était la première fois que l'URSS révélait la puissance de ses explosions nucléaires. Le même jour, à la fin de la deuxième ronde des pourparlers bilatéraux sur les essais nucléaires, à Genève, les États-Unis ont annoncé que les deux camps étaient sur le point d'en arriver à une entente sur un protocole de vérification propre au Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PNET), lequel va de pair avec le TTBT. On avait espéré à l'origine que ce protocole soit signé pendant le sommet de Moscou. Les Soviétiques ont cependant souligné qu'un protocole semblable pour le TTBT ne pourrait être complété tant que les résultats de l'expérience de vérification ne seraient pas connus.

L'UNSSOD III

■ La Troisième Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement (UNSSOD III) s'est terminée le 26 juin sans que les délégués aient pu s'entendre sur le libellé d'un document final de treize pages qui fixaient des objectifs et des priorités pour les cinq à huit prochaines années. Les délégués ont été incapables d'en arriver à un consensus sur de nombreux points, dont les suivantes : instaurer une interdiction complète des essais nucléaires (texte rejeté par les États-Unis); sanctionner le Traité sur la non-prolifération nucléaire (texte rejeté par l'Inde); autoriser le Secrétaire général de l'ONU à faire enquête sur les présumées infractions à la Convention de Genève (1925) interdisant l'usage en premier des

armes chimiques (texte rejeté par l'Irak); améliorer le rôle de l'ONU relativement à la vérification de l'observance des accords sur la limitation des armements (texte rejeté par les États-Unis et bon nombre de leurs alliés); promouvoir la limitation des armements navals (texte rejeté par les États-Unis); et condamner les programmes de fabrication d'armes nucléaires qu'Israël et l'Afrique du Sud seraient en train de mener.

La limitation des armes conventionnelles en Europe

■ Dans un discours prononcé à l'UNSSOD III, le 8 juin, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a présenté une nouvelle proposition portant sur la limitation des armements conventionnels en Europe, proposition qui, a-t-il précisé, avait été formulée une semaine plus tôt par le Secrétaire général Gorbatchev à Moscou. L'URSS préconisait alors un échange formel de données officielles, même avant le début de nouvelles négociations, et la tenue d'inspections sur place aux fins de la vérification, une fois que les pourparlers auraient commencé. En un premier temps, les négociations viseraient principalement à éliminer les déséquilibres et les asymétries que l'échange de données aurait révélés. En second lieu, chaque camp réduirait ses effectifs d'environ 500 000 hommes, et à la troisième étape, outre que les deux blocs pourraient réaliser d'autres réductions, «leurs forces armées prendraient un caractère strictement défensif, et le noyau offensif en serait dès lors démantelé.»

À une conférence tenue à Potsdam deux jours plus tard, le ministre ouest allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, a favorablement accueilli la nouvelle proposition, mais d'autres délégués de l'OTAN l'ont critiquée en faisant valoir que l'Est avait empêché un programme valable d'échange de données quatorze ans plus tôt, à Vienne, dans le cadre des Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR). Adoptant un ton semblable, un

porte-parole du Département d'État américain a, le 24 juin, décrit l'échange proposé comme étant un exercice «futile» qui perpétuerait l'impasse des pourparlers MBFR. Les deux camps devraient plutôt chercher à supprimer les obstacles qui subsistent dans le Groupe des 23 et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

À Vienne, par ailleurs, le Groupe des 23 essaie de définir un mandat pour des négociations entièrement nouvelles entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, lesquelles sont communément appelées «Négociations sur la stabilité conventionnelle» (NSC) et sont censées commencer plus tard cette année, selon la plupart des observateurs. Aux États-Unis, la Secrétaire d'État adjointe Rozanne Ridgway a déclaré, le 23 juin, que les parties s'étaient déjà entendues sur les deux tiers du mandat de négociation. Cependant, des divergences de vues subsistent sur la relation précise existant entre les nouveaux pourparlers et la CSCE (les États-Unis voudraient que les deux tribunes demeurent distinctes l'une de l'autre), et aussi sur les efforts que les Soviétiques ont déployés pour mentionner dans le mandat les armes nucléaires tactiques ou les systèmes bivalents (l'Occident s'oppose à ces tentatives).

Pendant une visite qu'il effectuait en Pologne le 11 juillet, le Secrétaire général Gorbatchev a réclamé une conférence au sommet paneuropéenne pour discuter de la limitation des armements conventionnels en Europe et de la création d'un centre européen pour la réduction des risques de guerre. M. Gorbatchev a aussi déclaré que, si l'OTAN acceptait d'annuler ses plans concernant l'affectation en Italie de soixante douze F 16 américains expulsés d'Espagne, l'URSS retirerait des avions de catégorie correspondante stationnés dans des bases avancées de déploiement en Europe de l'Est. Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner a rejeté cette dernière proposition, en faisant valoir qu'il fallait, dans les pourparlers sur la limitation des armements, accorder la priorité aux forces terrestres, plutôt qu'aux forces aériennes. □

— RONALD PURVER